

Rédaction et administration:
Rue de Tzknethi, № 11.
Bureau ouvert 11—3-h.
Téléph. 13.01.

№ 43.—23 Mai, 1920.



Prix 5 roubles.

LA RÉPUBLIQUE GÉORGIENNE

Rédacteur en chef: Elisabeth Orbéliani.

Revue politique et littéraire.—Hebdomadaire.—Tiflis.

L'Indépendance de la Géorgie reconnue par la Russie des Soviets.

Le peuple géorgien puise toujours à la source profonde et bouillante de sa culture traditionnelle l'énergie intarissable nécessaire à la consolidation et au sens intime de son indépendance.

Il y a deux ans qu'il travaille activement à l'intérieur, tout en repoussant les ennemis, qui, à l'extérieur, l'entourent de tous côtés.

Pour se rendre compte de la force d'âme et de la haute culture ancienne que devait posséder le petit peuple géorgien, il suffit de voir que dans la destruction générale et le chaos environnants, il a su édifier son propre état.

Durant les deux dernières années, la tempête d'anarchie, sortie de l'âme destructrice russe, soufflait autour de la Géorgie, attaquée aussi par la malveillance panislamisme des Musulmans et de leurs acolytes. L'Europe en est maintenant persuadée. Elle a vu la force intime recélée dans le peuple géorgien, elle a vu sa capacité de se gouverner. L'Enten-

te a reconnu déjà, de facto, l'indépendance de la Géorgie. Il suffisait de prononcer la première lettre de l'alphabet pour que les autres viennent se grouper autour. Aujourd'hui, la première lettre est écrite, et la Géorgie espère que l'Entente la complètera de celles qui manquent.

La Russie n'a pu, ni anéantir, ni briser la force de résistance de la Géorgie et sa puissance créatrice. Les tentatives conquérantes de Dénikine contre la Géorgie ont été vaines. Les troupes volontaires ont dû, plus d'une fois battues, quitter les frontières de la Géorgie avant d'avoir été définitivement dispersées dans une confusion générale. Les tentatives ennemies de la Russie des Soviets n'ont pas, non plus, porté de fruits. Ses sorties contre la Géorgie l'ont couverte de honte. Le 1-er Mai, et l'attaque contre l'Ecole Militaire ont démontré l'entière insignifiance des Communistes russes. Le Gouvernement de la Russie soviétiste a compris qu'il était impossible de faire sauter la Géorgie à l'intérieur. Déjà, en 1918, les forces armées de la Russie des Soviets ont été battues par les Géorgiens

dans un combat corps-à-corps sur le territoire de l'Abkhasie. Depuis lors, les troupes de la République géorgienne et de la Russie soviétiste ne se sont plus rencontrées en duel armé.

Aujourd'hui, que le Gouvernement soviétiste s'est emparé de presque tout le territoire russe et qu'il est arrivé au point culminant de sa victoire, il a voulu couronner sa gloire par la conquête de la Géorgie et du Caucase du Nord, commençant son attaque. Il a choisi le point le plus faible,—la frontière d'Azerbaïdjan. Les Azerbaïdjanais l'ont reçu en esclaves humbles et soumis, mais la réponse de la Géorgie à l'attaque des troupes soviétistes a été toute différente.

La conscience de son patriotisme a fait explosion dans le peuple géorgien. Toute la nation s'est levée comme un seul homme. La mobilisation a amené dans les casernes plus de monde qu'on ne s'y attendait. Un enthousiasme rare s'était éveillé. La volonté inébranlable du peuple s'est manifestée: défendre l'indépendance du paysan au prix de n'importe quels sacrifices. Les dévouements que nous ont transmis l'histoire et la légende se sont incarnés devant nos yeux. La Russie des Soviets ne pouvait que faire halte devant un fait de cette valeur, et s'arrêter, dans le doute de sa propre victoire. Elle se souvenait forcément, avec quelle avidité, tous les Etats, édifiés sur les ruines de la Russie, défendent leur liberté. La Finlande, la Lithuanie, l'Esthonie, sont autant d'exemples de la victoire des petits peuples sur l'Impérialisme russe.

Il est impossible que le dévouement à la Patrie et le tempérament guerrier du peuple géorgien, qui, depuis 3000 ans marquent son histoire de la ligne rouge des conquêtes, n'aient pas été un danger pour la Russie des Soviets.

Il n'est donc pas étonnant que la Russie des „Soviets“ ait fait des avances de paix à la Géorgie. Le grand enthousiasme guerrier de notre peuple et l'attaque des Polonais contre les Russes ont encore avancé les pourparlers entre la Russie et la Géorgie. La Russie des „Soviets“ a irrévocablement reconnu et proclamé l'indépendance de la Géorgie, renonçant à toutes ses prétentions de souveraineté sur la terre et le peuple géorgien. Lénine n'a pas agi ainsi par égard pour les droits des petits peuples, ni par amour la Géorgie. S'il en avait été ainsi, Lénine aurait pris ces mesures plus tôt, et non après trois années de pouvoir.

La Russie soviétiste n'a pas pu réaliser le but poursuivi depuis trois ans et se vit en fin de compte obligée de renoncer à ses combats contre la Géorgie. Ceci découle logiquement du danger où se trouvait la Russie et de sa défaite. C'est une conséquence aussi de l'énergie à se défendre et des capacités guerrières du peuple géorgien.

Il est vrai que nous vivons à une époque, où les traités et les droits ont perdu de leur stabilité et de leur responsabilité; mais, néanmoins, la reconnaissance de l'indépendance de la Géorgie par la Russie des Soviets a une grande importance politique. Si l'Entente louvoie, ne reconnaissant pas jusqu'à présent notre indépendance de jure, c'est surtout parce que les prétentions de la Russie à des droits souverains sur la Géorgie n'étaient pas encore définies: or, aujourd'hui, le seul gouvernement existant en Russie de fait et juridiquement renonce à ses prétentions de souveraineté sur la Géorgie, et déclare son indépendance. Cet obstacle n'existe donc plus, l'Entente peut aussi nous reconnaître de jure. Ceci est d'autant plus possible, que l'Entente à son tour a noué des rapports avec la Russie soviétiste, abandonnant par rapport à elle sa politique d'inimitié irréconciliable.

Nous devons marcher comme par le passé sans attaquer personne. Nous ne



sortons pas du sillon de notre politique pacifique et demeurons dans nos frontières. Nous défendons et recevons nos assaillants les armes en main.

En même temps qu'une politique pacifique à l'extérieur, nous avons organisé notre armée et la stabilité de notre vie intérieure.

Nous devons aujourd'hui y travailler avec plus de force encore. C'est la meilleure route à suivre pour donner force et vitalité à l'acte de reconnaissance signé par la Russie des Soviets.

La paix avec la Russie.

(Discours de Mr. Guéguetchkori, Ministre des Affaires Etrangères, prononcé le 11 Mai à l'Assemblée Constituante, après la signature de la paix avec la Russie).

Citoyens. La paix est signée entre la Russie et la Géorgie. Si cet acte historique n'a pas été accompli plus tôt, vous savez que la faute n'en est pas à nous. Vous connaissez la correspondance que notre gouvernement échangeait avec Moscou ces derniers mois. Les bases sur lesquelles, d'après nous, devait être édifié cet accord, vous sont également connues. Le gouvernement actuel de la Russie ne pouvait refuser de s'entendre avec la Géorgie, à moins de renoncer aux principes qu'il a déclarés être la ligne fondamentale de sa politique, car nous exigeons seulement la reconnaissance de ce qui est le droit indiscutable de tout peuple, le droit d'organiser sa vie propre et de maintenir la souveraineté d'un Etat édifié d'après ces droits. En fin de compte, notre bon droit a triomphé et nos efforts ont été couronnés de succès: la paix avec la Russie est signée (applaudissements unanimes).

Dans l'avenir le plus proche, le traité de paix devra être ratifié par l'Assemblée Constituante. Actuellement, nous pouvons seulement vous faire connaître les clauses

fondamentales du traité de Moscou qui sont les suivantes: 1) la Russie reconnaît, sans réserves aucunes, l'indépendance de la Géorgie (applaudissements bruyants) et renonce, de plein gré, à tous les droits de souveraineté appartenant à la Russie par rapport à la nation et à la terre géorgiennes (applaudissements); 2) la Russie renonce à se mêler, en quoi que ce soit, des affaires intérieures de la Géorgie; 3) la question des frontières est résolue dans un sens favorable à la Géorgie, et il est nécessaire de remarquer que la ville de Batoum et sa région sont reconnues par la Russie, partie inhérente du territoire géorgien (applaudissements bruyants); 4) la Russie et la Géorgie se promettent, mutuellement, d'observer la neutralité par rapport l'une à l'autre et de ne pas admettre sur leur territoires respectifs l'organisation de forces armées ou de groupes dont le but serait de combattre ou de renverser l'ordre établi dans ces Etats.

Les forces ennemies qui sont déjà entrées ou qui pourraient pénétrer dans les confins de ces pays, seront désarmées et internées; 5) les rapports économiques entre la Russie et la Géorgie sont définis d'après les bases suivantes, en attendant la conclusion du traité de commerce qui devra se faire au plus tôt: a) le principe de la plus grande solidarité mutuelle et b) l'affranchissement des cargaisons de transit de toutes perceptions et autres impôts. Telles sont les clauses fondamentales de ce traité dont le texte sera publié à part et que nous pourons alors apprécier à tous les points de vue. Je veux vous déclarer maintenant que la journée d'aujourd'hui est un grand jour pour notre peuple. Ce peuple peut se réjouir de ce que, dans l'atmosphère des conflits environnants, nous ayons su trouver un point de contact avec le peuple russe. Nous avons toujours été d'avis que ni nos rapports d'autrefois, quand le peuple géorgien se tenait au premier rang pour lutter avec le peuple russe contre l'ennemi commun, ni nos rapports actuels, où la Géorgie par la force de considérations historiques, a choisi sa propre

voie pour conquérir l'avenir, ne donnent à personne, ni droit ni prétexte de croire qu'un abîme soit à jamais creusé entre nous, et que cet abîme sera rempli par les cadavres entassés des Géorgiens et des Russes, morts en se combattant. Nous affirmons et affirmons encore que, ni la Russie ni la Géorgie, si seulement leurs gouvernants comprennent les intérêts objectifs de leurs peuples, n'ont tels points de litige, dont la solution soit impossible au moyen d'un accord pacifique.

Cet acte a confirmé une fois encore la haute signification de la volonté inébranlable de notre peuple, dirigée vers la défense de ce qu'il a de plus sacré—sa souveraineté. Notre volonté de nous défendre nous a donné cette paix, et nous ne pouvons pas y renoncer dans notre existence. Nous connaissons le prix des traités; quel que soit leur teneur, ces traités peuvent se transformer en chiffons de papier s'ils ne sont gardés par des sentinelles vigilantes, toujours prêtes à défendre, les armes en main, les droits conquis par ces traités. Toute notre politique doit être tournée de ce côté. Personne ne signe de traité avec un pays faible et sans importance, on le traite comme on a traité l'Azerbaïdjan. Et si nous ne voulons pas, à l'avenir, partager le sort de l'Azerbaïdjan, nous devons redoubler d'énergie et renforcer nos fronts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur (aplausissements).

Nous devons nous servir du traité conclu pour le plus grand bien de notre peuple, et seulement alors pourrions-nous réaliser le sens de ce document historique.

Je dois attirer votre attention sur le fait que la république d'Azerbaïdjan, soi-disant indépendante et socialiste, a déjà commencé ses opérations militaires contre nous. Notre proposition, deux fois réitérée, de renoncer à cette aventure, lui a paru inacceptable.

Il est clair qu'elle comptait sur Moscou pour la réalisation de ses ténébreuses tendances chauvines. Elle s'est cependant trompée, et le 8 Mai, après la signature du

traité de Moscou, elle nous a également offert la paix. Nous n'entrerons cependant en pourparlers avec elle, que lorsque ses bandes auront quitté notre pays (aplausissements unanimes). Les mesures nécessaires sont déjà prises à ce sujet (aplausissements unanimes). Il faut supposer que cette leçon enlèvera aux communistes nouvellement formés de Bacou, ces agents des Pachas à turban, tout désir de répéter semblable aventure (aplausissements bruyants et prolongés).

Résolution Prise par l'Assemblée Constituante à propos de la paix avec la Russie.

Ayant pris connaissance du rapport du Ministre des Affaires Etrangères sur la paix conclue entre la Géorgie et la Russie des „Soviets“, l'Assemblée Constituante approuve la politique du gouvernement, et voit, avec satisfaction, que des rapports de bon voisinage s'établissent entre la Russie et la Géorgie. Persuadée que le gouvernement continuera à prendre les mesures nécessaires à la défense de nos frontières, et de l'indépendance de la république, l'Assemblée Constituante passe à l'ordre du jour.

Correspondance diplomatique de la république Géorgienne avec la Russie des „Soviets“.

Le ministre des Affaires Etrangères, Mr. Guéguetchkori, envoyait à Tchitchérine la note suivante: „Mr. Tchitchérine, commissaire aux Affaires Etrangères, Moscou. D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, les troupes de l'armée rouge ont reçu l'ordre d'occuper la région de Gagri jusqu'au Bzibe. Le gouvernement de la Géorgie considère cet ordre comme le résultat de l'ignorance où se trouve le Conseil du Narkome relativement à la vraie position des choses. Depuis les premiers jours de l'existence de notre République, nous occupons, dans la



région de Gagri, notre front historique et stratégique. A un moment donné, l'armée volontaire tenta de nous faire reculer jusqu'au Bzibe, mais les troupes géorgiennes victorieuses ne cédèrent pas nos frontières. Mettre à exécution l'ordre du Sovnarkome, indiqué plus haut, serait le signal d'une guerre contre la république géorgienne. Tout en Vous informant de ceci, j'exprime, au nom de mon gouvernement, la certitude que cet ordre sera changé, comme il convient, et qu'aucun acte ne sera admis, témoignant des mauvaises intentions du Sovnarkome contre la république démocratique de la Géorgie, qui n'a jamais rien entrepris contre la Russie des „Soviets“. 21 Avril 1920, № 3257, le ministre des Affaires Etrangères, **Guéguetchkori**“.

En réponse, Mr. Guéguetchkori a reçu de Mr. Tchitchérine la note suivante: Tiflis, de Moscou, au Ministre des Affaires Etrangères Mr. Guéguetchkori, 24 Avril.

„Le gouvernement des „Soviets“ ne désire en aucune façon la guerre avec la Géorgie et n'a pas la moindre intention de violer ses frontières. Laisant de côté la question à qui de droit revient la propriété de l'endroit que vous nommez „région de Gagri“, nous vous prions de nous informer où se trouve, selon vous, la limite de cette région. Le commandement militaire de l'armée rouge à Gagri a reçu l'ordre de définir, d'accord avec votre commandement, la question de la ligne que ne doivent pas franchir les troupes soviétistes. Renonçant à introduire ces troupes dans les confins de la Géorgie, le gouvernement des „Soviets“ attend, à son tour, que les fuyards de la garde blanche ne soient pas admis sur le territoire de la Géorgie, qu'ils soient désarmés et internés. Le gouvernement des „Soviets“ attend de Vous, avant toute chose, une réponse concernant vos rapports avec les forces militaires de Dénikine. Nous savons qu'une partie de l'armée volontaire, se sauvant des troupes soviétistes, s'est réfugiée sur le territoire géorgien, afin de passer plus facilement en Crimée. Nous prenons la

liberté de vous rappeler que dans nos adresses à votre gouvernement, nous avons toujours et surtout insisté sur l'éclaircissement de vos rapports avec les forces militaires de Dénikine. Malheureusement ces rapports ne sont pas encore définis, et nous nous voyons contraints de nous adresser à Vous, encore une fois, vous priant de nous répondre à cette question et de nous dire, en particulier, pourquoi vous avez laissé les forces militaires des troupes volontaires se servir de votre territoire pour leurs opérations. Vos rapports avec les autres Puissances, dont les forces militaires peuvent avoir pour but d'empêcher les opérations de l'armée rouge et même de marcher contre elle, ne sont pas définis non plus.

Ayant pris connaissance, par votre radiotélégramme, de votre proposition, relativement à l'ouverture des pourparlers de paix, le gouvernement soviétiste voudrait savoir, avant tout, quelles seront ses garanties contre les forces militaires des autres puissances.

Le traité conclu avec vous ne liera d'aucune façon ces puissances qui, vu les conditions peu favorables, résultant pour eux de ce traité, peuvent faire un tort sérieux à la position militaire et aux intérêts de la république soviétiste russe. № 1202. Le commissaire national aux Affaires Etrangères, **Tchitchérine**.

En réponse, Tchitchérine a reçu la note suivante: „Moscou, au Commissaire National aux Affaires Etrangères, Tchitchérine.

Le gouvernement de la République Géorgienne a pris connaissance avec satisfaction de votre déclaration, notifiant „que le gouvernement soviétiste ne désire d'aucune façon la guerre avec la Géorgie et n'a pas, désormais, la moindre intention de violer ses frontières“.

Malheureusement cette déclaration catégorique de l'administration centrale du gouvernement soviétiste, se trouve en contradiction manifeste avec toute une suite d'actions clairement hostiles à la Géorgie de la part des représentants de la puissance soviétiste à Vladicaucase et à Bacou, comme



par exemple: un détachement armé des troupes soviétistes a franchi, par le passage montagneux de Rok, la frontière de la Géorgie, pénétrant dans le district de Gori, gouvernement de Tiflis. Après avoir occupé Bacou, les troupes soviétistes ont débuté par l'arrestation de la mission géorgienne, et ont occupé les communications du chemin de fer, s'emparant des locomotives et du matériel roulant appartenant à la Géorgie.

En réponse à votre question et pour éviter dans l'avenir une descente des troupes soviétistes sur nos frontières, nous trouvons absolument nécessaire de vous informer que la frontière septentrionale de la république géorgienne commence à la Mer Noire, suivant le Mekhadir, et se dirigeant ensuite vers le Nord en ligne droite, des sources du Mekhadir jusqu'à la grande chaîne du Caucase. Elle longe ensuite la grande chaîne et tout le défilé de Kassar; du défilé de Kassar, elle suit la ligne de partage des eaux de la chaîne du Caucase jusqu'au défilé du Darial, où elle passe à une distance de deux verstes du pont d'Alexandre, sur le Térék.

Quant à la question que vous soulevez concernant les rapports de la république géorgienne avec les forces armées du général Dénikine, nous répondons, comme dans nos notes précédentes, que les rapports ont toujours été clairs; dès les premiers jours de l'existence de l'armée volontaire jusqu'à sa liquidation définitive, le gouvernement de la Géorgie se trouvait, par rapport à elle, en guerre permanente, la combattant, plus d'une fois, sur mer et sur terre. Le monde entier en était informé, il en a même été question plus d'une fois dans les ordonnances officielles du général Dénikine, et il est incompréhensible que ce fait connu de tous soit discuté par la seule puissance soviétiste.

Les débris de l'armée volontaire qui ont pénétré dans les limites de la Géorgie, au nombre de 8000 hommes, sont, depuis longtemps, désarmés et internés. Bien plus, le gouvernement soviétiste ne saurait indiquer aucun exemple d'action agressive de la Géorgie par rapport à la Russie des „Soviets“.

La Géorgie n'a jamais été et ne pourra jamais être le point de repère de mouvements ennemis contre la Russie Soviétiste. La démocratie géorgienne n'a jamais joué le rôle d'un instrument aveugle.

Dorénavant, l'attitude de la Géorgie par rapport à la Russie des „Soviets“ dépendra entièrement de l'attitude de celle-ci envers la Géorgie, de son empressement à reconnaître l'indépendance de la Géorgie et à commencer avec elle, sur cette base, les pourparlers de paix. Je répète encore une fois que la parole appartient à la Russie des „Soviets“ Le ministre des Affaires Etrangères, **Guéguetchkori**, 29 Avril 1920, № 3561“.

Le 3 Mai, le ministre des Affaires Etrangères de Géorgie a reçu de Moscou la copie suivante de l'ordonnance promulguée aux troupes soviétistes du front du Caucase, Moscou, 3 Mai, 1920.

„Le commissaire national aux Affaires Etrangères Tchitchérine a reçu la note du gouvernement géorgien, protestant contre l'entrée de nos troupes sur le territoire géorgien, au district de Gori, par le passage montagneux de Rok, et aussi contre l'arrestation de la mission géorgienne à Bacou par les puissances militaires russes. J'ordonne: 1) de notifier aux troupes du front l'ordre de ne franchir désormais à aucun endroit les frontières de la Géorgie, et si des précédents pareils ont eu lieu, d'évacuer immédiatement nos troupes; 2) d'éclaircir la question concernant l'arrestation de la mission géorgienne à Bacou, et si cette dernière a été réellement détenue, de prendre des mesures immédiates pour sa mise en liberté; 3) en attendant la définition des frontières septentrionales de la Géorgie, par les clauses du traité de paix, ces frontières devront être considérées telles: de la Mer Noire suivant le Mekhadir, et se dirigeant ensuite vers le Nord, en ligne droite des sources du Mekhadir jusqu'à la chaîne du Caucase. Elle longe ensuite la chaîne et tout le défilé de Kassar, suivant la ligne de partage des eaux de la chaîne du Caucase jusqu'au défilé du Darial, où la



საქართველოს
დემოკრატიული
რესპუბლიკის

ligne marquée de la frontière passe à une distance de deux verstes du pont Alexandre sur le Térék.

Prière de télégraphier la mise à exécution de cet ordre. N° 24931, signé par la Commissaire principal Kaméneff, Kourski, membre du R.V.S.R.—Le chef du conseil de l'Etat-Major militaire, Lébedeff.

La paix entre la Géorgie et la Russie des Soviets.

(De „Borba“).

La paix est signée entre la république soviétiste de la Russie et la République démocratique de Géorgie.

Le Gouvernement actuel de la Russie a reconnu l'entière souveraineté de la Géorgie, la République géorgienne est reconnue indépendante, non seulement de facto, mais de jure, les frontières de la République sont fixées comme les avait fixées notre Gouvernement. Batoum et sa région sont reconnues partie indépendante de la République géorgienne.

Il y a 120 ans, la Géorgie s'unissait de plein gré à la Russie. Il y a 2 ans, que conformément à la volonté du peuple, elle s'est détachée de l'Empire russe. Le Gouvernement russe sanctionne aujourd'hui cet acte de volonté nationale. La démocratie géorgienne, le peuple géorgien savent, sentent et disent ouvertement aujourd'hui comme au jour de la proclamation de notre indépendance, qu'ils n'ont rien de commun avec le peuple russe. En rompant les liens gouvernementaux qui l'attachaient à la Russie, le peuple géorgien n'a pas cassé le fil l'unissant au peuple russe par les idées et l'amitié. Son désir sincère est de vivre en paix avec son voisin du Nord, de travailler librement d'un accord commun au but poursuivi par tous les peuples: le développement de la culture morale, les problèmes économiques et les problèmes des idées se rapportant d'une façon plus intime aux peuples russe et géorgien.

Considérant l'acte de la reconnaissance de l'Indépendance de la Géorgie par le Gouvernement Soviétiste, le peuple géorgien remarque que cet acte est profitable pour la Géorgie comme pour la Russie. Il est profitable pour les deux côtés à un autre point de vue aussi; sous l'étendard du gouvernement soviétiste, tous les éléments chauvins des anciens tchinovniks russes, mis à la retraite, et une partie de l'intellectuel russe, lésée dans ses intérêts et dans ses rêves impérialistes, se réunissaient, ces derniers temps, à l'intérieur de la Géorgie. Aujourd'hui, leur masque doit tomber. Ils ne peuvent plus se cacher sous le drapeau soviétiste. Il est évident aussi que l'acte de la reconnaissance de la souveraineté de la Géorgie par la Russie des „Soviets“ a une très grande importance pour la démocratie géorgienne, en tant qu'elle définit ses rapports avec l'Europe.

La Russie a reconnu l'indépendance de la Géorgie, de facto et de jure, l'Europe, seulement de facto.

La Russie a reconnu la souveraineté de la Géorgie à Batoum et dans sa région; l'Entente, jusqu'à présent ne donne aucune possibilité d'union à la Géorgie chrétienne avec la Géorgie musulmane. L'Entente, non seulement n'avait pas le droit, elle n'avait aucune raison d'agir ainsi. Il a été possible de mener semblable politique, unissant artificiellement la „question géorgienne“ à la „question russe“ qui n'avait rien de commun avec elle. Actuellement la position est claire: la Russie a reconnu l'indépendance de la Géorgie de facto et de jure, elle a reconnu la stabilité des droits de la Géorgie sur la région de Batoum. La parole appartient à l'Europe. Si les Gouvernements de l'Europe ne prononcent pas cette parole, sa politique sera la politique d'une violation brutale de la volonté du peuple géorgien.

Nous voulons espérer que l'Europe comprendra ce qu'a compris le gouvernement russe: on ne peut pas barrer la route à l'inévitable. Nous espérons que tout prochainement, et dans ses propres intérêts, l'Eu-

rope donnera satisfaction aux exigences lé-gales de la Géorgie. Nous croyons, et nous savons, que le jour est proche, où, reconnu par le monde entier, le drapeau géorgien flottera sur Batoum.

OPÉRATIONS MILITAIRES.

Rapport de l'Etat-Major Général.

(Du 12—15 Mai).

Dans la région du pont rouge, l'ennemi avait occupé l'espace compris entre le mont Babakar et le Mtkvari, s'avancant de quelques verstes à l'intérieur de notre pays. Ses principales positions longeaient la haute chaîne et étaient fortifiées de tranchées, parmi lesquelles il y en avait de circulaires. De la sorte, les forteresses naturelles étaient fortifiées encore par des défenses artificielles. Nos troupes devaient avancer à travers une plaine entièrement découverte. Il était presque impossible de manoeuvrer vu que la plaine, à gauche de laquelle coule le Mtkvari, est coupée, en différents sens, par des rivières actuellement presque impraticables: l'Alguethi, le Khrami et le Débéda-Tchaï. Cependant, et malgré ces conditions peu favorables, la garde nationale a chassé l'ennemi de ses positions après un combat de deux jours, et le 12 Mai, à 5 heures du matin, sous le feu des canons, des fusils et des mitrailleuses, enleva vaillamment d'assaut, sa principale position. Vers le soir du 12 Mai, nos avant-gardes prirent le village de Chikhli. Nous continuons à poursuivre énergiquement l'ennemi.

A cinq heures du matin, le 12 Mai, une vaillante attaque de nos troupes a chassé l'ennemi des positions qu'il occupait dans la région du pont Rouge. Nous avons occupé le pont du Khrami et les hauteurs environnantes. Nous continuons à poursuivre l'ennemi. Sur les autres fronts tout est calme.

Le 13 Mai quatre régiments ennemis pour le moins, avec artillerie et cavalerie ont été vus dans la direction de Kasakh. Le 14 Mai,

l'ennemi tenta une attaque mais fut repoussé de nos positions par une vaillante attaque de la garde nationale. Dans la bataille du pont rouge et dans la poursuite qui s'ensuivit, nous nous sommes emparés de: trois mitrailleuses, de prisonniers, des cuisines de campement, d'un dépôt d'artillerie où se trouvaient, entre autres, plus de 20,000 cartouches. Nous avons pris un grand convoi de chariots de ravitaillement et des troupeaux de bétail. Hier, 14 Mai, à Poïli, l'ennemi bombardait nos positions. Tous les autres fronts sont calmes. D'après les nouvelles reçues, dans les batailles du pont de Poïli, deux trains blindés, appartenant à l'ennemi, ont été endommagés et quelques hommes du personnel tués.

Le chef de l'Etat-Major Général, Général Zakhariadzé.

EN GÉORGIE.

Changement dans le Commandement Britannique à Batoum.

D'après les nouvelles reçues par le bureau de la presse, le Général-gouverneur de Batoum, Cook-Collis, est rappelé à Londres. Le gouverneur civil Harris est mis en disponibilité. Leurs remplaçants sont déjà arrivés à Batoum.

Arrivée des MM. Tzéréтели et Sabakhtarichvili.

Sont arrivés le 13 Mai à Tiflis Mr. Irakli Tzéréтели, membre de la délégation de la paix à Paris, et Mr. Constantin Sabakhtarichvili, chef de la délégation géorgienne à Rome.

La défense des intérêts des sujets de l'Azerbaïdjan en Géorgie.

Avec le consentement du gouvernement géorgien, les intérêts des Azerbaïdjanais ont été confiés, pour toute la durée de la guerre, au consulat général de Perse.